

Par Euractiv, le 27 avril 2011

Les entreprises traditionnelles de médias ont souffert de la crise financière ainsi que de l'émergence d'Internet. A Bruxelles, la presse européenne doit quant à elle rester vigilante et a « plus que jamais » besoin d'un soutien public, selon Aidan White, ancien responsable de la Fédération internationale des journalistes.

✖ Les entreprises de médias qui couvrent Bruxelles sont confrontées à un dilemme lorsqu'elles tentent de s'adapter aux réalités du XXI^e siècle, affirme M. White (photo), militant de longue date pour la liberté journalistique et secrétaire-général de la Fédération internationale des journalistes de 1987 à avril 2011. Lors d'un entretien exclusif avec EurActiv, il a évoqué le fait qu'à l'heure où la révolution numérique engendrait des bénéfices énormes pour la liberté d'expression, elle mettait également les médias face à de sérieux défis. En particulier, la migration de la publicité sur Internet et la convergence des médias de diffusion et audiovisuels « écrasent l'industrie traditionnelle des médias », a-t-il ajouté. Par conséquent, la capacité des médias d'informations, notamment les journaux, à rester rentables a subi un coup dur, cela s'ajoutant au « déclin très constant » de la circulation des journaux dont les ventes sont en chute depuis de nombreuses années. « Nous sommes en période de transition, il n'y a pas de doute », a-t-il dit.

M. White a souligné que cette « transition » avait annoncé la fin de « centaines voire de millions de titres » en Europe et en Amérique du nord, davantage de licenciements et un emploi en freelance précaire pour les journalistes, et avait réduit l'investissement dans la formation, le journalisme d'investigation et les correspondants étrangers. Cela, a-t-il affirmé, a résulté en une dégradation de la qualité du journalisme, davantage de sensationnalisme et une couverture superficielle des questions complexes. M. White a déclaré qu'il existait « une réelle interrogation quant à la capacité du secteur privé à assurer le pluralisme et la fiabilité de l'information nécessaires à la démocratie ».

Le journalisme doit être reconnu comme « d'intérêt général »

L'ancien responsable de la Fédération internationale des journalistes affirme que de ce fait, le soutien public aux médias est plus nécessaire que jamais. L'Europe possède une longue tradition de diffuseurs publics et selon lui, même aux Etats-Unis, « où ils aiment à penser que le secteur privé règne en maître », 1 milliard de dollars de subventions allait être accordé aux médias cette année.

La situation est particulièrement difficile pour les journaux qui couvrent Bruxelles, au vu des réductions qui affectent les bureaux étrangers et la fragmentation du marché européen des médias, a-t-il souligné. M. White pense que la couverture des médias à Bruxelles est « largement dominée par les institutions de l'Union européenne, qui prennent toute la place ». Il a prévenu que « le nombre de personnes apportant une pluralité des opinions et des perspectives diminuait à Bruxelles ». Par conséquent, a-t-il ajouté, les médias basés à Bruxelles ont besoin de « créer une distance

entre eux et l'Union européenne ».

✖ Les organisations d'informations qui cherchent un soutien public sont face à un dilemme, a-t-il dit. Du côté positif, M. White a évoqué le succès de la chaîne de télévision paneuropéenne Euronews, qui est subventionnée par la Commission européenne depuis 2005 à hauteur de 5 millions d'euros par an, ce qui représente environ 10 % du budget de la chaîne. « Mais cela n'est pas habituel », a-t-il ajouté, affirmant que les journalistes et les médias étaient « très réticents » à la sensation d'être financés par le secteur public. Il a affirmé que cela devait changer et que la société devait reconnaître que le « journalisme était un bien d'intérêt général » et qu'en tant que tel, « il n'y avait rien de mal à ce qu'il reçoivent de l'argent public ».

Il a reconnu les dangers que cela peut entraîner pour l'indépendance éditoriale des médias et a laissé quelques questions ouvertes. « Désormais, la question est : comment cela peut-il être réalisé de manière ouverte et démocratique ? Mais aussi, comment cela peut-il avoir lieu sans compromettre l'indépendance essentielle dont ont besoin les médias », a-t-il demandé.

Retrouver l'article original sur [Euractiv](#)